

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/39
11 septembre 2003

(03-4792)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Déclaration de S.E. M. Donald J. Johnston
Secrétaire général
(*En qualité d'observateur*)

Je voudrais dire quelques mots sur le contexte de cette réunion et sur la substance des négociations et enfin, sur ce que j'appellerai les "engagements complémentaires".

Le contexte

Cette réunion a lieu à un moment de grande incertitude quant aux perspectives de l'économie mondiale et de l'environnement international pour la paix et la sécurité.

Elle se tient dans un contexte d'inégalités majeures dans les niveaux de revenu et de bien-être des populations du monde.

Dans de telles circonstances, il incombe tout spécialement aux membres de l'OCDE à faire preuve de leadership pour assurer le succès du Programme de Doha pour le développement – en tant qu'engagement unique.

C'est aussi un engagement partagé. Les pays en développement et les économies en transition sont parties prenantes, ne serait-ce qu'en raison des possibilités de commerce qui existent entre eux. Ils devraient être prêts à prendre de réels engagements, même si cela se fait à des rythmes différents pour s'adapter à des circonstances différentes.

Il est capital que notre engagement reste multilatéral. Je crains que de plus en plus, les principaux responsables de la politique commerciale se disent que si le système commercial multilatéral ne produit pas les résultats qu'ils recherchent, ils se tourneront vers des arrangements régionaux. Depuis la déception causée par la Conférence ministérielle de Seattle, le nombre des accords commerciaux régionaux a augmenté de plus d'un tiers, passant à 142. Nous prévoyons que d'ici 2005, ils couvriront 55 pour cent du commerce mondial. Mais ces arrangements ne peuvent apporter une contribution positive au système commercial que si le système commercial multilatéral lui-même est fort s'il favorise une libéralisation régulière et non discriminatoire et s'il est étayé par des règles comme il est prévu dans la Déclaration de Doha.

Au cœur du Programme de Doha pour le développement: l'accès aux marchés

L'accès aux marchés est au cœur du Programme de Doha pour le développement et l'agriculture est au cœur de l'accès aux marchés. Les tarifs sur les produits agricoles sont encore très élevés et les exemples de progressivité des tarifs sont légion. Les subventions à l'exportation sont encore légales dans le domaine de l'agriculture alors qu'elles sont depuis longtemps interdites dans les autres secteurs.

Le commerce des produits agricoles a une importance capitale pour les pays en développement; il est au centre des négociations et de nombreuses politiques agricoles faussant les échanges sont des échecs retentissants, même par rapport à leurs propres objectifs.

Je voudrais commencer par démolir un mythe destructeur, à savoir que les pays de l'OCDE doivent soutenir leur agriculture afin qu'elle puisse produire des aliments pour les affamés du Tiers monde. Cet argument est fondamentalement vicié. La faim n'est pas causée par une pénurie mondiale de nourriture. Le monde peut facilement produire de quoi nourrir toutes les populations, sans aucun soutien des États. Lorsque les gens ont faim c'est parce qu'ils n'ont pas accès à la nourriture – parfois à cause de la guerre ou pour des raisons politiques, mais le plus souvent à cause de la pauvreté. Produire davantage d'aliments dans la zone de l'OCDE en s'appuyant sur des aides publiques ne résout pas ces problèmes. Bien au contraire, cela crée d'autres problèmes destructeurs.

Beaucoup de pauvres dans les pays du Tiers monde vivent de l'agriculture. Ces agriculteurs ont un besoin urgent que l'on améliore leurs chances de se procurer un revenu: tout d'abord, en leur permettant de vendre sur leurs propres marchés intérieurs dans des conditions de concurrence loyale. Ils peuvent être compétitifs et bénéficier d'un avantage comparatif mais ils ne peuvent pas rivaliser avec les prix des produits agricoles importés subventionnés. Il faudrait aussi leur donner une chance d'affronter la concurrence – dans des conditions équitables – sur les marchés mondiaux, y compris les marchés de l'OCDE. Leurs gouvernements n'ont pas les moyens de verser les mêmes subventions que beaucoup de pays de l'OCDE accordent à leurs agriculteurs. Quand les agriculteurs des pays en développement auront-ils des chances égales?

Parallèlement, les tarifs et les subventions à l'exportation dopent les prix intérieurs dans les pays qui soutiennent l'agriculture. Dans la zone de l'OCDE, le prix intérieur moyen des produits agricoles est supérieur de plus de 30 pour cent aux cours mondiaux. Le soutien à l'agriculture coûte à un ménage moyen dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Japon plus de 1 000 dollars EU par an.

Ces politiques de soutien agricole coûteuses remplissent-elles leur objectif qui est d'aider les petits agriculteurs? Non. Dans la zone de l'OCDE, 1 dollar dépensé pour soutenir les prix agricoles n'ajoute que 25 cents au revenu de l'agriculteur. Du fait que le soutien interne est encore "couplé" avec la production, ce sont les exploitations très grandes et riches qui en profitent le plus et non les petits paysans. En règle générale, 75 pour cent environ de ce soutien va aux 25 pour cent d'agriculteurs les plus riches.

J'ajouterais que le soutien agricole cause beaucoup de dommages à l'environnement.

Je voudrais dire en conclusion qu'il est dans l'intérêt des populations des pays membres de l'OCDE de réduire et même d'éliminer les tarifs et les subventions à l'exportation dans le secteur agricole. Et en permettant aux pays en développement d'accroître leurs exportations agricoles, la réforme du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE peut aider des millions de gens à sortir de la pauvreté.

L'agriculture est capitale pour surmonter la pauvreté dans les pays en développement. Un cycle du développement sans un véritable bond en avant dans l'agriculture ne méritera pas son nom.

Dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le secteur des textiles et des vêtements est particulièrement important – en raison de l'ampleur des gains pouvant être tirés de la libéralisation – mais aussi du fait des importants ajustements structurels que cette libéralisation nécessitera.

Toutes les études prévoient que l'élimination de l'Accord multifibres augmentera le bien-être mondial en permettant à de nombreux pays en développement de profiter de leur avantage comparatif. Mais les gains ne seront pas également répartis. Lorsque les contingents de l'Accord multifibres

seront progressivement retirés, certains pays à faible coût de main-d'œuvre qui excellaient en tant que centres d'assemblage à l'étranger sur la base des attributions contingentaires AMF seront confrontés à une concurrence difficile.

Cela n'est pas un argument pour ne pas libéraliser. Mais c'est un argument pour appliquer de saines politiques d'ajustement structurel. J'y reviendrai à la fin de mes remarques.

Le commerce des services pose certaines questions cruciales concernant l'accès aux marchés. De récentes analyses de l'OCDE ont mis en lumière le rôle considérable que les pays en développement jouent maintenant – ou pourraient jouer – en tant qu'exportateurs de services. Ces pays figurent aussi parmi les principaux bénéficiaires de la libéralisation des services, ceux qui ont les obstacles les plus élevés étant ceux qui auraient le plus à y gagner.

En dépit des avantages qu'apporterait la libéralisation du commerce des services, nombreux sont ceux qui expriment des inquiétudes concernant l'AGCS et la menace qu'il ferait poser sur la fourniture de services publics et sur la capacité des gouvernements de réglementer ces services. Ces préoccupations sont sincères, mais elles sont infondées. L'objectif de l'AGCS est d'amener une libéralisation progressive du commerce des services et non une déréglementation. De fait, la libéralisation des services nécessite souvent une réglementation ou une reréglementation.

Le commerce n'est pas une panacée: la nécessité d'engagements complémentaires

Bien qu'elle soit essentielle, une politique commerciale multilatérale n'est pas la panacée.

Pour que la libéralisation fonctionne, il faut que les pays soient prêts à accroître leur commerce et capables de le faire. Sur le plan interne, cela signifie qu'il faut avoir ou mettre en place une politique économique et sociale saine et un environnement réglementaire sain, et que le gouvernement et les milieux d'affaires doivent faire des efforts soutenus pour améliorer la gouvernance. Dans le contexte du Programme de Doha pour le développement, il faut accroître et mieux cibler l'aide au développement et le renforcement des capacités, en mettant l'accent sur ceux qui en ont le plus besoin.

Les gouvernements doivent aussi être prêts à prendre des mesures pour faciliter les ajustements structurels que la libéralisation stimulera et réduire au minimum les coûts et les difficultés entraînés par ces ajustements. Cela vaut tout autant pour les pays développés que pour les pays en développement. J'ai mentionné les problèmes qui risquaient de se poser pour certains producteurs spécialisés de textile. Dans l'agriculture, certains pays en développement importateurs nets de produits alimentaires verront leur facture des importations alimentaires augmenter et pourront avoir besoin d'aide à court terme. Mais des problèmes comme ceux-là ne peuvent être des arguments contre la libéralisation – qui apportera d'importants avantages à beaucoup.

Nous sommes maintenant à un point crucial, à mi-parcours du Programme de Doha pour le développement. Il devrait être clair pour chacun d'entre nous que si l'on veut réaliser le plein potentiel du commerce et de l'investissement en tant que moteurs de la croissance, cette réunion devra être animée par une détermination politique fondée sur la recherche constante de l'intérêt bien compris de chacun.

En travaillant dans le cadre du système commercial multilatéral et en poursuivant leur intérêt personnel bien compris, tous les pays ont toutes chances de gagner. Nous vivons à l'ère de la mondialisation: sachons en saisir toutes les possibilités.